

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU 26 février 2025

L'an deux mille vingt et cinq le 26 février à 18h30, le conseil municipal régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la salle du Conseil Municipal sous la présidence de Chantal CALVET, Maire.

Présents : GLORIES Marc, MONÉ Henri, OLIVARI Jeannine, MONÉ Olivier, DANJON Anne-Renée

Absents : GOURBIN Thomas (procuration à GLORIES Marc), LABRIC Sébastien

Secrétaire de séance : Marc GLORIES

Date de la convocation : 19 février 2025

La séance a débuté à 18h30 en présence de 2 personnes dans le public

Mme Le Maire donne lecture du Procès-verbal de la séance précédente qui est approuvé à l'unanimité par les membres présents + 2 procurations.

Sollicitation d'intérêt pour la démarche PAEN pilotée par le Département :

Madame le Maire informe l'assemblée,

Dans le cadre des travaux menés pour renforcer notre Projet Alimentaire Territorial (PAT), M le Président de la communauté de communes Conflent Canigó souhaite attirer notre attention sur une démarche stratégique actuellement portée par le Département des Pyrénées Orientales : la création d'un Périmètre de Protection et d'Aménagement des Espaces Agricoles et Naturels (PAEN).

Le PAEN est un dispositif réglementaire conçu pour protéger durablement les espaces agricoles et naturels. Il garantit leur usage exclusivement agricole ou naturel tout en interdisant leur urbanisation pour une durée minimale de dix ans, renouvelable. Ce cadre permet également de mettre en œuvre des actions concrètes en faveur de l'agriculture locale, de promouvoir les circuits courts, de préserver les paysages et de maintenir la biodiversité, contribuant ainsi à l'équilibre et au développement durable de notre territoire.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide

Par 7 voix pour, 0 voix contre, et 0 abstentions / A l'unanimité des membres présents + 1 procuration

DÉCIDE d'exprimer son intérêt pour la démarche PAEN

AUTORISE Madame le Maire ou son représentant à prendre toutes les décisions nécessaires à l'application de cette décision ainsi qu'à signer tout document afférent à ce dossier.

Réforme des ZRR/FRR :

Madame Le Maire informe,

Qu'au 1^{er} juillet 2024, les nouvelles zones France Ruralité revitalisation (FRR), quatrième axe du plan France ruralités lancés par le Gouvernement en juin 2023, sont ainsi entrées en vigueur en lieu et place des zones de revitalisation rurale (ZRR),

Que le délai de délibération des collectivités post PLF 2025 est porté à 40 jours suivant la promulgation de la loi du 14 février 2025 de finances pour 2025 soit jusqu'au 26 mars 2025 inclus,

Que les exonérations suivantes sont concernées :

- CFE
- TFB
- TH

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide

Par 7 voix pour, 0 voix contre, et 0 abstentions / A l'unanimité des membres présents + 1 procuration

DÉCIDE de ne pas exonérer

AUTORISE Madame le Maire ou son représentant à prendre toutes les décisions nécessaires à l'application de cette décision ainsi qu'à signer tout document afférent à ce dossier.

Affaires diverses :

∞ Aire de stationnement à Prats Balaguer :

Madame le Maire rappelle à l'assemblée :

Que suite à la procédure « biens sans maître » la Commune est entrée en possession de la parcelle cadastrée B369.

Que le manque de place de stationnement est avéré sur le hameau de Prats Balaguer.

Qu'il convient d'étudier la possibilité de créer quelques places de stationnement sur cette parcelle, à moindre frais et en régie.

Le Conseil Municipal à l'unanimité des membres présents + 1 procuration approuve la création d'une aire de stationnement.

∞ Mission d'appui à l'ingénierie des communes rurales :

Madame le Maire informe l'assemblée qu'elle n'a à ce jour aucune réponse aux demandes de précisions faites le 01/02/2025 et qu'elle se charge de relancer ingenierie@amf66.fr.

∞ Convention d'adhésion au service « Protection des données-DPD mutualisé » :

Madame le Maire informe l'assemblée :

Que depuis le 25 mai 2018, la mise en conformité au RGPD est obligatoire pour toutes les collectivités territoriales.

Que cette obligation implique de désigner, entre autres, un Délégué à la Protection des Données (DPD), sous peine de sanctions pénales et financières.

Le CDG66 propose d'accompagner les communes sur la création de leur registre de traitements, l'établissement du rapport de préconisations et son suivi conformément à la convention cadre.

Avant d'adhérer, Madame le Maire, souhaite :

- savoir si la municipalité précédente avait fait le nécessaire en matière de RGPD vu que la loi date de 2018.

- prendre de plus amples informations auprès du CDG66

Le Conseil Municipal à l'unanimité des membres présents + 1 procuration souhaite avoir plus d'informations avant de délibérer.

Séance levée à 20h00